



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

|

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCAPEST

Rue du Moulin
51520 Saint-Martin-Sur-Le-Pré

Références : D2i 2024 1080
Code AIOT : 0005704446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2024 dans l'établissement SCAPEST implanté Chemin du Terme de la Mouic 51520 Recy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAPEST
- Chemin du Terme de la Mouic 51520 Recy
- Code AIOT : 0005704446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de SCAPEST est un entrepôt à autorisation dont le stockage est automatisé. L'entrepôt stocke des produits pour une marque de la grande distribution; ainsi dans l'entrepôt on retrouve des produits sec ainsi que du non-alimentaire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 09/12/2024, article R.181-12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le retour à la conformité du site au titre de la rubrique n°4510 des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2024, article R.181-12
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : Le dossier de demande d'autorisation environnementale est adressé au préfet mentionné à l'article R. 181-2 [...]
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 17 septembre 2024, il a été constaté un dépassement du seuil d'autorisation pour la rubrique n°4510. Le site est connu de l'administration pour n'être soumis à aucun régime de classement pour cette rubrique. La quantité constatée lors de la précédente visite classait le site sous le régime de l'autorisation et atteignait le seuil SEVESO Bas. Il a été demandé à l'exploitant de régulariser sa situation administrative et dans l'attente, de ne pas dépasser le seuil de déclaration de 20 tonnes prévu par la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Par courriel du 15 novembre 2024, l'exploitant a déclaré ne pas souhaiter déposer de dossier et s'est engagé à revenir sous le seuil de déclaration au plus tard pour le 6 décembre 2024. La visite du 9 décembre 2024 faisant l'objet du présent rapport, a permis de constater le retour à la conformité de l'exploitant. Les quantités par rubrique ICPE 4xxx constatées au cours de la précédente visite et celles constatées le 9 décembre 2024 sont disponibles en partie confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible ⁽¹⁾
☐ Secret industriel
☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Situation administrative au titre des ICPE
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2024, article R.181-12
Information confidentielle : <u>L'exploitant a déclaré les quantités ci-dessous pour le 18/09/2024 :</u> 4320 : 11, 4 tonnes (Seuil de Déclaration à 15 T) 4331 : 2,09 tonnes (Seuil de Déclaration à 50 T) 4510 : 108 tonnes (Seuil d'autorisation et Seuil Seveso Bas à 100 T) 4511 : 97 tonnes (Seuil de Déclaration à 100 T) <u>L'exploitant a déclaré les quantités ci-dessous pour le 09/12/2024 :</u> 4320 : 7,82 tonnes (Seuil de Déclaration à 15 T) 4331 : 1,42 tonnes (Seuil de Déclaration à 50 T) 4510 : 8,9 tonnes (Seuil de déclaration à 20T) 4511 : 5,3 tonnes (Seuil de Déclaration à 100 T)